



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DES RELATIONS AVEC LES COLLECTIVITÉS  
LOCALES ET DE L'ENVIRONNEMENT

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT ET DU CADRE DE VIE  
MLL

Affaire suivie par Mme LECOFFRE

Téléphone : 02.54.81.56.08

Fax : 02.54.81.55.92

✉ [marie-luce.lecoffre@loir-et-cher.pref.gouv.fr](mailto:marie-luce.lecoffre@loir-et-cher.pref.gouv.fr)

Blois, le 1<sup>er</sup> MARS 2005

Le Préfet de Loir-et-Cher

à

Monsieur le Maire

- Mairie -

41360 SAVIGNY SUR BRAYE

*affiche le 8 Mars*

**OBJET :** Exploitation du forage d'A.E.P. "du Claireau" sur le territoire de votre commune.

Je vous adresse, sous ce pli, une copie de mon arrêté en date du 1<sup>er</sup> février 2005:

- régularisant le forage cité en objet au titre du code de l'environnement,
  - instaurant un périmètre de protection autour de ce forage,
- et vous autorisant à utiliser l'eau prélevée à des fins de consommation humaine, au titre du code de la santé publique.

Je vous serais obligé de bien vouloir assurer l'exécution de cet arrêté en ce qui vous concerne.

Une copie de l'arrêté précité doit être affichée pendant une durée minimum d'un mois en votre mairie. Je vous serais obligé de bien vouloir me faire parvenir dès la fin de la période d'affichage un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité.

Je précise que je fais procéder à vos frais à l'insertion d'un avis concernant cet arrêté dans "La Nouvelle République du Centre-Ouest" et "La Renaissance du Loir-et-Cher".

Le Préfet,  
P. le Préfet  
Le Chef de Bureau D. [Signature]

Annie CRASTES

PREFECTURE DE LOIR-ET-CHER

DIRECTION DEPARTEMENTALE  
DES AFFAIRES SANITAIRES ET SOCIALES  
service santé-environnement

**ARRÊTÉ n° 2005-32-11**

- **régularisant le forage d'adduction publique du «Claireau » à Savigny-sur-Braye au titre des articles L 214-1 à L 214-4 du code de l'environnement,**
- **instaurant un périmètre de protection autour du dit forage,**
- **autorisant la commune sus-citée à utiliser l'eau prélevée à des fins de consommation humaine, au titre du code de la santé publique.**

**Le préfet de Loir-et-Cher**

**Vu** le code de l'environnement et notamment ses articles L214-1 et suivants et L 215-13,

**Vu** le code de la santé publique et notamment ses articles L 1321-1 et suivants,

**Vu** l'arrêté du préfet de région Centre en date du 26 juillet 1996 portant approbation du schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) du bassin Loire-Bretagne,

**Vu** la circulaire inter-ministérielle n°01 du 8 janvier 1993 portant application de l'article 13-1 de la loi du 3 janvier 1992 sur l'eau ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 19 février 2001 relatif aux conditions de prélèvement dans la nappe du cénomanien ;

**Vu** la délibération du conseil municipal de la commune de Savigny-sur-Braye du 18 décembre 2003 sollicitant :

- la protection du forage du «Claireau » à Savigny-sur-Braye,
- l'autorisation d'utiliser l'eau prélevée à des fins de consommation humaine pour alimenter le réseau d'adduction de la commune,
- la régularisation du dit forage au titre de la loi sur l'eau du 3 janvier 1992,

**Vu** le rapport de l'hydrogéologue agréé daté du 7 avril 2004 portant sur la délimitation du périmètre de protection du forage précité et sur les prescriptions qui y sont applicables,

**Vu** le rapport du directeur départemental des affaires sanitaires et sociales du 15 octobre 2004,

**Vu** l'avis émis par le conseil départemental d'hygiène lors de sa séance du 26 octobre 2004,

**Considérant** que le forage concerné est antérieur à décembre 1964 et qu'il bénéficie d'une protection naturelle permettant efficacement d'assurer la qualité des eaux qui en sont extraites,

**Considérant** que le projet d'arrêté a été soumis à la collectivité concernée,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup> – autorisation de prélèvement**

La commune de Savigny-sur-Braye est autorisée, dans les conditions définies par le présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de son forage d'adduction publique situé au lieu dit « Le Claireau » sur le territoire de la commune de Savigny-sur-Braye.

### **Article 2 – Utilisation des eaux à des fins de consommation humaine**

La commune de Savigny-sur-Braye est autorisée à utiliser l'eau du forage visé à l'article 1<sup>er</sup>, à des fins de consommation humaine.

### **Article 3 – Ouvrage de prélèvement**

Le présent arrêté vaut autorisation au titre des articles L214-1 à L214-6 du code de l'environnement.

Les caractéristiques de l'ouvrage sont les suivantes :

#### **3.1. Situation**

Le forage du « Claireau » est situé sur la parcelle de référence cadastrale YT 7 , commune de Savigny-sur-Braye.

#### **3.2. Caractéristiques**

Il est d'une profondeur de 95 mètres et capte la nappe des sables du cénomanien.

#### **3.3. Equipement**

Un compteur volumétrique sera posé :

- en amont des installations de traitement , d'une part,
- en départ de distribution, d'autre part.

La tête de forage fera l'objet d'une réfection :

- réhaussement et obturation empêchant toutes retombées de corps étrangers dans le forage,
- pose de plaques de fermetures verrouillables.

#### **3.4. Débit maximal d'exploitation**

Les dispositions du présent arrêté valent tant que l'exploitation du forage n'entraîne pas un prélèvement supérieur à 50 m<sup>3</sup>/h et 500 m<sup>3</sup>/j .

### **Article 4 – Traitement de l'eau**

L'eau captée par cet ouvrage subit un traitement de déferrisation et une désinfection.

### **Article 5 – Contrôle de la qualité de l'eau**

Le pétitionnaire doit se conformer en tous points au programme de contrôle réglementaire de la qualité de l'eau.

Des analyses complémentaires , financées par la collectivité, peuvent être demandées par la DDASS dans les cas définis par la réglementation en vigueur.

### **Article 6 – Modification – exploitation – surveillance**

- 6.1. Tout projet de modification de l'ouvrage, de son mode d'utilisation (structure de l'ouvrage, système de pompage, débit prélevé...) ou du traitement de son eau, de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, doit être porté, avant réalisation, à la connaissance du préfet, avec tous les éléments d'appréciation. S'il y a lieu, des prescriptions complémentaires seront fixées.

- 6.2. Tout changement relatif à la collectivité ou à l'exploitant doit être communiqué aux services de la police de l'eau et du contrôle sanitaire dans un délai de trois mois par le nouvel exploitant ou maître d'ouvrage.
- 6.3. Tout incident ou accident intéressant l'installation, de nature à porter atteinte à l'un des éléments énumérés à l'article L211-1 du code de l'environnement, doivent être déclarés au préfet dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.  
La personne à l'origine de l'incident ou de l'accident et le maire sont tenus de prendre toutes dispositions pour mettre fin à la cause du danger ou d'atteinte au milieu aquatique, évaluer les conséquences de l'incident ou de l'accident et y remédier.
- 6.4. La cessation définitive, ou pour une période supérieure à deux ans, de l'exploitation du forage ou son changement d'affectation, doit faire l'objet d'une déclaration par la collectivité - maître d'ouvrage auprès du préfet dans le mois qui suit la cessation définitive, l'expiration du délai de deux ans ou le changement d'affectation.

## **Article 7 – Périmètre de protection immédiate**

### **7.1. Délimitation**

Un périmètre de protection immédiate sera établi autour du captage concerné .  
Il englobera le local de pompage et le réservoir semi-enterré, et devra être à une distance minimale de 15 mètres de ceux-ci.

### **7.2. Prescriptions**

A l'intérieur de ce périmètre de protection immédiate, les prescriptions suivantes doivent être respectées :

- terrain clôturé sur une hauteur de 1,80m minimum, muni d' un portail fermant à clé,
- sol non imperméabilisé entretenu mécaniquement sans engrais ni pesticides.
- interdiction d'installation, construction ou activités autres que celles strictement nécessaires à l'exploitation et à l'entretien de la station,
- interdiction de tout dépôt de matériel ou produits quels qu'ils soient,

Les éventuels travaux réalisés en bordure de périmètre ne doivent conduire ni à la stagnation des eaux pluviales ni à un écoulement vers le forage.

## **Article 8 – zone de vigilance**

Une « zone de vigilance », de rayon 500m autour du captage est définie. A l'intérieur de cette zone :

- vérification de la conformité des cuves à fioul des habitations,
- vérification de la conformité de l'assainissement des habitations
- vérification de l'utilisation des puits et forages existants, et de la tête des tubages, maçonnerie et margelles ; réhabilitation et rebouchage si nécessaire,
- interdiction de tout forage atteignant la nappe du cénomanien, à l'exception de ceux destinés à l'AEP (confère dispositions de l'arrêté préfectoral sus-visé du 19.02.01) .

## **Article 9**

Les autorisations faisant l'objet du présent arrêté sont données sans préjudice de l'application de toute autre réglementation générale ou particulière dont les travaux ou aménagement prévus pourraient relever (permis de construire, permission de voirie, raccordement au réseau d'assainissement...).

#### **Article 10 - Information du public**

Le présent arrêté est inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture.

En vue de l'information des tiers :

- 1°) une copie du présent arrêté est déposée en mairie de Savigny-sur-Braye et pourra être consultée.
- 2°) une copie du présent arrêté est affichée en mairie de Savigny-sur-Braye pendant une durée minimum d'un mois.

#### **Article 11 – Exécution**


Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental des affaires sanitaires et sociales, le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt, le directeur départemental de l'équipement, et le maire de la commune de Savigny-sur-Braye sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Blois, le

1<sup>er</sup> 1 FEV, 2005

le préfet

Pour Ampliation,  
Le Chef de Bureau,

  
**Annie CRASTES**



Pour le Préfet et par délégation  
Le Secrétaire Général

**Thierry BONNIER**

#### **Délais et voies de recours :**

*La présente autorisation peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans.*

*Le délai de recours pour le pétitionnaire est de deux mois à compter du jour de la notification de l'arrêté et pour les tiers à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté*

*En ce qui concerne l'autorisation prévue à l'article 3, le délai de recours est de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage de l'arrêté.*